



## **ARRETE DU MAIRE N°2025/ST/AR/187 Portant réglementation provisoire De la circulation sur la RD96 et la RD7n**

**Commune  
MEYREUIL**

**Département  
BOUCHES DU RHONE**

**Canton  
TRETS**

Le Maire de la commune de Meyreuil,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 7 janvier 1983,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-5 et L 2131-3,

Vu l'article L 511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110-2, R 417-10,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L 116-2 et R 116-2,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental, notamment l'article 99 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu la circulaire 96-14 du 6 février 1996, relative à l'exploitation sous chantier,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée par l'arrêté du 21 mars 2013,

Vu la requête présentée par l'entreprise NGE INFRANET allée de l'industrie 07210 BAIX

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation sur la RD 96 et la RD7n dite Route de la Côte d'Azur,

### **ARRETE :**

#### **Article 1 – OBJET DE LA DEMANDE**

Afin de permettre des travaux d'ouverture de chambres ORANGE dans le cadre de la dépose massive de câble, la circulation sera provisoirement réglementée sur la RD 96 du PR 26 +400 au PR 26 + 600 et sur la RD7n dite Route de la Côte d'Azur du PR 71 au PR 71+ 810.

#### **Article 2 – REGLEMENTATION**

Les automobilistes devront respecter la réglementation. Le passage des véhicules prioritaires sera autorisé.

Les travaux de nuit seront interdits. Il sera interdit de doubler.

Le travail par demi-chaussée sera possible et permettra une circulation dans les deux sens par feux tricolores en dehors des heures de pointe du trafic et par alternat manuel si la circulation se densifie.

Autorisation accordée à l'entreprise demandeur ainsi qu'à ses sous-traitants.

La vitesse sera limitée à 50 km/heure sur la RD96 du PR 26 +400 au PR 26 + 600 et sur la RD7n dite route de la Côte d'Azur du PR 71 au PR 71+ 810.

Mise en place de la signalisation réglementaire selon les schémas joints à l'arrêté de circulation du département (1159-ACRD-2025T).

Mise en place de la signalisation réglementaire selon les schémas joints en annexe.

#### **Article 3 – DUREE DE LA REGLEMENTATION**

Le présent arrêté sera applicable à compter du lundi 17 novembre 2025 à 9h00 jusqu'au vendredi 12 décembre 2025 à 16h30, soit une durée de 26 jours.

#### **Article 4 – ITINERAIRE DE DEVIATION**

NEANT

#### **Article 5 – SIGNALISATION**

Les mises en place, pose et enlèvement de la signalisation provisoire seront exécutés par l'entreprise.

Les frais de cette signalisation seront à la charge de l'entreprise.

#### **Article 6 – RESPONSABILITE DU PETITIONNAIRE**

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

#### **Article 7 – PRESCRIPTIONS DIVERSES**

L'ouverture du chantier ne pourra avoir lieu qu'après recollement de la signalisation temporaire, par un représentant de la commune qui recevra en outre les coordonnées d'un responsable de l'entreprise contactable de jour comme de nuit. La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation entre les heures de chantier de 16h00 à 7h00. Les travaux sont interdits le week-end.

#### **Article 8 – INFRACTION**

Les infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 9 – RESPONSABILITE DES USAGERS**

Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre.

Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

#### **Article 10 – PUBLICATION ET NOTIFICATION**

Le présent arrêté sera publié et notifié au demandeur conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 11 – APPLICATION ET AMPLIATION**

Le maire de la commune de Meyreuil,  
Le Directeur Général des Services de la commune de Meyreuil,  
Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Gardanne,  
Le responsable de la Police Municipale de Meyreuil,  
Le Directeur Départemental des routes – SEER – Conseil Départemental 13,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Le centre de secours principal de Gardanne sera destinataire d'une copie du présent arrêté.

#### **Article 12 – RECOURS GRACIEUX**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire, ou d'un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application citoyenne [telerecours.fr](http://telerecours.fr).

Fait à Meyreuil, le 12 novembre 2025  
Le Maire,



Jean-Pascal GOURNES

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service instructeur ci-dessus désigné.

